

N'attribuez pas de marchés publics à la société CAF tant qu'elle profite des violations israéliennes des droits de la personne humaine

Pour la Journée de la Terre, la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour mettre fin à l'apartheid israélien.

Il y a quarante cinq ans aujourd'hui, la police israélienne tuait par balles six citoyens palestiniens d'Israël alors qu'ils manifestaient contre l'expropriation par le gouvernement israélien de centaines d'hectares de terre palestinienne. Depuis lors, le 30 mars a été commémoré partout par les Palestiniens comme la Journée de la Terre.

Même si Israël a mis l'annexion officielle sur pause, son annexion de facto, qui se poursuit depuis des décennies, ne cesse de s'étendre. Israël continue de voler la terre palestinienne, privant les Palestiniens de leurs moyens de subsistance, en tant que moyen de nettoyage ethnique.

En août 2019, la société basque « Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles (CAF) » s'est vue attribuer¹ le contrat d'expansion et de fonctionnement du dit Tramway de Jérusalem (JLR) israélien qui relie des colonies israéliennes illégales à Jérusalem Ouest. L'expansion se fait sur la terre palestinienne occupée, contrairement au droit international, et contribue également à ancrer l'occupation armée et l'apartheid israéliens. Par ailleurs, Shapir, qui travaille en partenariat avec CAF à l'expansion du JLR, est inscrite dans la base de données de l'ONU des sociétés² complices de l'entreprise coloniale illégale d'Israël, crime de guerre

selon le droit international.

La contribution de CAF au système d'occupation illégale et d'apartheid israéliens est maintenant la cible d'une campagne internationale de défense des droits de la personne humaine soutenue par les grands syndicats d'Europe. Les syndicats qui représentent les travailleurs de l'usine espagnole de CAF protestent contre la contribution de leur employeur aux violations israéliennes des droits des Palestiniens et exigent que la société se retire.

La société française Veolia, qui a piloté la première phase de construction du JLR, a dû vendre la totalité de ses actions après avoir perdu plus de 20 milliards \$ de marchés publics à cause de la campagne de défense des droits de la personne humaine menée contre elle.

Les institutions publiques européennes, principaux clients de CAF, peuvent et devraient exclure CAF des appels d'offre et des marchés à cause de son implication dans des violations flagrantes des droits de la personne humaine par le biais de ses affaires avec le projet illégal israélien JLR.

En cette Journée de la Terre, les Palestiniens rappellent aux institutions publiques d'Europe et du monde entier leurs obligations juridiques et éthiques : **Respectez nos droits fondamentaux. N'attribuez pas de marchés à CAF**, ni à aucune société inscrite dans la base de données de l'ONU, jusqu'à ce qu'elles cessent de tirer profit de l'apartheid israélien et de sa colonisation incessante de notre terre.



Fédération Générale des Syndicats Indépendants – Palestine

Nouvelle Fédération palestinienne des Syndicats

1

<https://www.caf.net/en/sala-prensa/nota-prensa-detalle.php?e=286>

2

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25542&LangID=E>

Traduction J. Ch. pour BDS France